



Expertise Comptable
Audit & Conseil

Associés
Commissaires aux comptes

Éric CHAVANON

Vincent MICHAUD

Aurélie LAMARQUE

Eric BOISSEL

Barbara OLLÉ-MAUREL

AD PEP 46

299, rue Hautesserre

46000 CAHORS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Pour l'exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024

755, avenue du Général Leclerc
47000 AGEN
Tél : 05 53 77 97 79
auditrs@orcom.fr

ORCOM AUDIT RSO

Société de Commissaires
aux Comptes membre de la
Compagnie Régionale des
Commissaires aux comptes
de Grande Aquitaine

S.A.S AU CAPITAL DE 75.000 €
RCS AGEN 393 376 140
N° DE TVA INTRACOMMUNAUTAIRE :
FR 48 393 376 140

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'association AD PEP 46

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association AD PEP 46 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 27 mai 2025 sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'association AD PEP 46

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Cahors, le 17 juin 2025

Eric BOISSEL

Commissaire aux Comptes



Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2024 au 31/12/2024			Au 31/12/2023
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	2 361	1 398	963	1 372
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL I	2 361	1 398	963	1 372
Comptes de liaison II				
Actif circulant				
Stocks et encours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	14 943		14 943	13 727
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	58 501		58 501	30 378
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	20 500		20 500	44 114
Charges constatées d'avance				
TOTAL III	93 944		93 944	88 219
Frais d'émission des emprunts IV				
Primes de remboursement des obligations V				
Écarts de conversion actif VI				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	96 305	1 398	94 907	89 591

E3

Bilan Passif

Bilan Passif	31/12/2024	31/12/2023
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	114 521	114 521
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	49 987	49 987
Réserves pour projet de l'entité	99 309	99 309
Autres réserves		
Report à nouveau	-211 463	-220 665
Excédent ou déficit de l'exercice	-7 434	9 203
Situation nette	44 920	52 354
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL I	44 920	52 354
Comptes de liaison		
II		
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL III		
Provisions		
Provisions pour risques	4 962	6 624
Provisions pour charges	2 272	1 891
TOTAL IV	7 234	8 515
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	25 965	13 671
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	16 467	14 618
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	321	433
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL V	42 753	28 722
Écarts de conversion passif		
VI		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	94 907	89 591

EM

Compte de résultat

Compte de résultat	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'exploitation		
Cotisations	255	285
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	12	78
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	26 364	23 573
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	117 296	116 631
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie	60 397	61 492
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	7 290	25 102
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits		112
TOTAL I	211 615	227 273
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	123 906	126 092
Aides financières	15 401	15 999
Impôts, taxes et versements assimilés	1 239	312
Salaires et traitements	58 257	52 706
Charges sociales	16 154	15 622
Dotations aux amortissements et dépréciations	409	212
Dotations aux provisions	381	875
Reports en fonds dédiés		
Autres charges		9 545
TOTAL II	215 747	221 363
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-4 132	5 910
Produits financiers		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	90	62
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	90	62
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV		
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	90	62
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	-4 043	5 972

E3

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	31/12/2024	31/12/2023
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		3 895
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V		3 895
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	3 391	664
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL VI	3 391	664
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-3 391	3 231
Participation des salariés aux résultats	VII	
Impôts sur les bénéfices	VIII	
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	211 704	231 230
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	219 138	222 027
EXCÉDENT OU DÉFICIT	-7 434	9 203

Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature	37 502	39 338
Bénévolat		
TOTAL	37 502	39 338
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature	15 674	15 674
Personnel bénévole	21 828	23 664
TOTAL	37 502	39 338

Em

Historique

C'est dans un contexte de guerre et autour de vraies valeurs à défendre et à promouvoir que naissent les PEP en juillet 1915 ; créés par des universitaires et enseignants de l'école publique pour aider matériellement et moralement les orphelins et victimes de guerre.

En 1917, création de la fédération générale des associations départementales des Pupilles de l'école publique.

En 1926, la mission de l'œuvre des Pupilles est étendue à tous les enfants et adolescents victimes de l'iniquité sociale.

En 1945 agrément fédération de vacances

En 1986 mise en place du SAPAD (actions de soutien scolaire pour les enfants momentanément hors de l'école)

En 2007 Création des pupilles de l'enseignement Public du lot qui prennent en charge l'organisation SAPAD ;

En 2009 Les PEP du lot reprennent le contrat d'AVS en fin de contrat avec l'éducation nationale

2010 : obtention de l'agrément service civique

2011 : Début d'aide à la scolarisation des enfants du voyage

2012 : mise en place de l'école des parents soutien à la parentalité

2014 : alphabétisation et illettrisme des adultes

2017 : Convention entre les PEP et l'UDAF pour la création de la MDA46

Objet social

Fondée sur les valeurs de laïcité et de solidarité, l'association favorise et complète l'action de l'enseignement public. Elle contribue à l'éducation et à la formation des enfants, des adolescents et des adultes, tout particulièrement de ceux victimes de la pauvreté et de l'exclusion sociale ou en situation de handicap, Elle participe à leur éducation, à leur formation et à leur insertion sociale et professionnelle. Elle leur apporte un accompagnement matériel et moral, elle prend toute mesure leur permettant l'accès aux établissements d'enseignement public, aux établissements et qui leur offrent de façon permanente ou temporaire un cadre de vie facilitant leur épanouissement et notamment aux établissements et services ou adaptés. Elle crée, administre, et gère les établissements et services, et organise toutes les activités concourant à la réalisation de ces buts. Elle participe au développement local en s'impliquant dans les manifestations à caractère social et culturel.

EB

Nature environnement

- **Nature et périmètre de ses activités**

Elle leur apporte un accompagnement matériel et moral, elle prend toute mesure leur permettant l'accès aux établissements d'enseignement public, aux établissements et qui leur offrent de façon permanente ou temporaire un cadre de vie facilitant leur épanouissement et notamment aux établissements et services ou adaptés. Elle crée, administre, et gère les établissements et services, et organise toutes les activités concourant à la réalisation de ces buts. Elle participe au développement local en s'impliquant dans les manifestations à caractère social et culturel.

Moyens humains : Une directrice plein temps, 1 médiatrice sociale et numérique à temps partiel.

Par ailleurs les interventions des bénévoles représentent le cœur de l'association.

- **Environnement socio-économique**

Les PEP46 ont su tisser des partenariats étroits avec plusieurs structures administratives ou associatives (Mission Locale, MDA, ...) et ils peuvent s'appuyer sur la fédération nationale et l'union régionale des PEP

En

Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total du bilan avant répartition est de 94 907 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de -7 434 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les autres créances sont essentiellement composées du solde des subventions à recevoir.

Engagements de départ à la retraite

En

- Part des engagements qui ont fait l'objet de provisions : 2 272.41 euros

Méthode de calcul retenue pour les IFOC (table de mortalité (2015-2017)

Méthode prospective :

Engagement de l'entreprise = (Salaire brut annuel / 12) * Nb de mois acquis au moment du départ * (Ancienneté actuelle / Ancienneté future) * taux de turnover * Taux de mortalité * Taux de progression salariale * Taux d'actualisation financière * Taux de charges sociales.

Paramètres retenus pour le calcul :

Taux d'actualisation financière annuel des sommes investies : 3.35%

Taux de charges patronales moyen pour les cadres : 29.53%

Taux de charges patronales moyen pour les non cadres : 29.53%

Taux d'évolution salariale minimum : 2%

Taux d'évolution salariale maximum : 2%

Taux d'évolution salariale moyen : 2%

En

Détail valorisation Bénévolat

Personnel mis à disposition	code secteur	nombre d'heures annuelles	coût HSE	Total annuel
FONCTIONNEMENT GENERAL				
valorisation Bertrand Cocq	Général	260	17,00 €	4 420,00 €
valorisation Hélène Druet	Général	260	17,00 €	4 420,00 €
valorisation Pierre Castèrede	Général	260	17,00 €	4 420,00 €
TOTAL BENEVOLAT				13 260,00 €
DECROCHAGE SCOLAIRE				
valorisation Pierre Castèrede	Général	180	17,00 €	3 060,00 €
TOTAL BENEVOLAT				3 060,00 €
ILLETTRISME				
valorisation Nadège Philippson	Illettrisme	108	17,00 €	1 836,00 €
valorisation Cécile Kadziola	Illettrisme	108	17,00 €	1 836,00 €
valorisation Martine Trévinal	Illettrisme	108	17,00 €	1 836,00 €
TOTAL BENEVOLAT				5 508,00 €
SAPAD				
valorisation personnel SAPAD (MAD E.N)	S	630	24,88 €	15 674,40 €
TOTAL BENEVOLAT				15 674,40 €

Soit un total de 37 502,40 €

ES

Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement Donations temporaires d'usufruit Autres postes d'immobilisations incorporelles			
TOTAL			
Terrains Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui - Générales, agencements et aménagements constructions Installations : - Techniques, matériel et outillage - Générales, agencements et aménagements divers Matériel : - De transport - De bureau et informatique, mobilier Emballages récupérables et divers Immobilisations corporelles en cours Avances et acomptes Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	2 361		
TOTAL	2 361		
Participations évaluées par mise en équivalence Autres : - Participations - Titres immobilisés Prêts et autres immobilisations financières			
TOTAL			
TOTAL GÉNÉRAL	2 361		

CADRE B	Diminutions		Valeur brute des immos en fin d'exercice	Réval. légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Val. d'origine des immo. en fin d'ex.
Frais d'établissement et de développement Donations temporaires d'usufruit Autres postes d'immobilisations incorporelles				
TOTAL				
Terrains Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui - Gales, agencements et aménagt. const. Installations : - Techniques, matériel et outillage - Gales, agencements et aménagt. divers Matériel : - De transport - De bureau et informatique, mobilier Emballages récupérables et divers Immobilisations corporelles en cours Avances et acomptes Biens reçus par legs ou don. destinés à être cédés			2 361	
TOTAL			2 361	
Participations évaluées par mise en équivalence Autres : - Participations - Titres immobilisés Prêts et autres immobilisations financières				
TOTAL				
TOTAL GÉNÉRAL			2 361	

EM

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement Donations temporaires d'usufruit Autres postes d'immobilisations incorporelles				
TOTAL				
Terrains Constructions - Sur sol propre : - Sur sol d'autrui Installations générales, agencements et aménagements des constructions Installations techniques, matériel et outillage industriel Installations générales, agencements et aménagements divers Matériel de transport Matériel de bureau et informatique, mobilier Emballages récupérables et divers	989	409		1 398
TOTAL	989	409		1 398
TOTAL GÉNÉRAL	989	409		1 398

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. en fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp. Donations temporaires d'usufruit Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains Constructions - Sur sol propre : - Sur sol d'autrui Inst. gales, agenc. et aménag. des construc. Inst. tech. mat. et outil. indus. Inst. gales, agenc. et aménag. divers Matériel de transport Mat. de bureau et info. mob. Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GÉNÉRAL							
DOTATIONS NON VENTILÉES				REPRISES NON VENTILÉES			TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler Primes de remboursement des obligations				

EM

Etat des provisions et dépréciations

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Réglémentées				
- Reconstitution des gisements				
Provisions pour : - Investissements				
- Hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL I				
Risques et charges				
- Litiges				
- Garanties données aux clients				
- Pertes sur marché à terme				
- Amendes et pénalités				
- Pertes de change				
Provisions pour : - Pensions et obligations	1 891	381		2 272
- Impôts				
- Renouvellement des immobilisations				
- Gros entretien et grandes révisions				
- Charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	6 624		1 662	4 962
TOTAL II	8 515	381	1 662	7 234

Nature des dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Dépréciations				
- Incorporelles				
- Corporelles				
Immobilisations : - Biens reçus par legs ou donations				
- Titres mis en équivalence				
- Titres de participation				
- Financières				
Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients				
Sur créances reçues par legs ou donations				
Autres provisions pour dépréciation				
TOTAL III				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	8 515	381	1 662	7 234
- D'exploitation		381	1 662	
Dont dotations et reprises : - Financières				
- Exceptionnelles				

ES

Etat des créances et dettes

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés	14 943	14 943	
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 468	1 468	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers	53 439	53 439	
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	3 593	3 593	
Charges constatées d'avance			
TOTAL	73 444	73 444	

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
- A 1 an max. à l'origine				
- A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	25 965	25 965		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	8 599	8 599		
Sécurité sociale et autre organismes sociaux	6 926	6 926		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	942	942		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	321	321		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	42 753	42 753		

E3

Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12 955	9 877
Dettes des legs ou donations		
Dette fiscales et sociales	12 902	9 999
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	25 857	19 876

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	3 174	
Créances reçues par legs ou donations		
Autres créances	5 062	5 005
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL	8 235	5 005

63

Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Produits :	- D'exploitation		
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
TOTAL			

Charges constatées d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Charges :	- D'exploitation		
	- Financières		
	- Exceptionnelles		
TOTAL			

LM



Concours et subventions publics obtenus au cours de l'exercice

	Union européenne	État	Collectivité territoriale	CAF	Autres	TOTAL
Concours Publics						
Subventions d'exploitation		69 203	25 833		22 260	117 296
Subventions d'investissement						
TOTAL		69 203	25 833		22 260	117 296

Commentaires : néant

E3





Expertise Comptable
Audit & Conseil

Associés
Commissaires aux comptes

Eric CHAVANON

Vincent MICHAUD

Aurélie LAMARQUE

Eric BOISSEL

Barbara OLLÉ-MAUREL

AD PEP 46

299, rue Hautesserre

46000 CAHORS

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Pour l'exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité ou leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

En application de l'article R. 612-7 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions mentionnées à l'article L. 612-5 du code de commerce qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé :

- **Remboursements aux dirigeants de l'association de frais de déplacements et de mission pour 1 425 euros :**

Dirigeants concernés :

Pierre BUCCO : 65 €

Hélène DRUET : 453 €

Bertrand COCQ : 907 €

755, avenue du Général Leclerc
47000 AGEN
Tél : 05 53 77 97 79
auditso@orcom.fr

A Cahors, le 17 juin 2025

Eric BOISSEL

Commissaire aux Comptes

ORCOM AUDIT RSO

Société de Commissaires
aux Comptes membre de la
Compagnie Régionale des
Commissaires aux comptes
de Grande Aquitaine

S.A.S AU CAPITAL DE 75.000 €

RCS AGEN 393 376 140

N° DE TVA INTRACOMMUNAUTAIRE :

FR 48 393 376 140